

Annulation du contrat du siècle entre Naval Group et l'Australie

Article rédigé par *frontpopulaire.fr*, le 16 septembre 2021

Source [*frontpopulaire.fr*] L'Australie vient d'annuler le contrat de livraison de 12 sous-marins Attack en Australie. Contre toute attente, ce sont le Royaume-Uni et les USA qui récupèrent la mise. Le quai d'Orsay et le ministre des Armées ne décolèrent pas et parlent de « trumpisme » de la part de l'actuel président américain Joe Biden.

C'est un coup de poignard dans le dos que viennent de recevoir la France et Naval Group mercredi 15 septembre, à 23 heures. Le Premier ministre australien Scott Morrison a annoncé l'annulation du contrat qui le liait avec notre pays depuis 2016. Envolé, le projet de construction des 12 sous-marins de classe Attack. Envolés, les 57 milliards d'euros du contrat. Envolée, la crédibilité internationale de la France et de l'industriel français qui subit, bien malgré lui, les aléas d'une trahison diplomatique.

Le symbole est de taille. Scott Morrison a fait cette annonce non pas à la presse, mais lors d'une visioconférence avec son homologue britannique Boris Johnson, ainsi que le principal acteur de cette affaire, Joe Biden, qui présidait l'événement. Un partenariat a été conclu entre les trois nations sur la base d'une livraison d'une «*une flotte de sous-marins à propulsion nucléaire à l'Australie*». Un comble quand on connaît par ailleurs la défiance absolue de l'Australie quant à cette source d'énergie.

Bien qu'il s'agisse d'un réel coup assené à la France par-derrière, le successeur de Donald Trump a assuré que les États-Unis continueront à «*travailler étroitement avec la France*» qu'elle qualifie de «*partenaire clé* ». Des propos qui cachent mal la guerre de l'information menée depuis de longs mois pour discréditer le groupe français. Lors d'une audition au Sénat, en février 2020, Hervé Guillou, alors Pdg de Naval Group, avait dénoncé des attaques «*médiatiques à charge* » en Australie, relayées par «*un certain nombre de médias qui ne nous veulent pas que du bien* ».

De l'autre côté de l'Atlantique, on s'étrangle et la fureur guette. En France, le ministère des Affaires étrangères et le ministère des armées ont publié un communiqué commun. «*Le choix américain qui conduit à écarter un allié et un partenaire européen (...) marque une absence de cohérence que la France ne peut que constater et regretter*», déclarent-ils avant d'ajouter «*c'est une décision contraire à la lettre et à l'esprit de la coopération qui prévalait entre la France et l'Australie*». Si le langage utilisé est celui de la diplomatie, il cache mal la colère qui gronde.

Ce courroux, le ministre du Quai d'Orsay Jean-Yves Le Drian l'a exprimé sèchement au micro de FranceInfo, ce matin. Se présentant «*très en colère*», il a estimé qu'il s'agissait d'«*un coup dans le dos. Nous avons établi avec l'Australie une relation de confiance et cette confiance est trahie*», enchaînant «*ça ne se fait pas entre alliés*». Plus loin, il ajoute — insulte suprême pour l'actuel président américain — : «*cette décision unilatérale, brutale, imprévisible, ça ressemble beaucoup à ce que faisait monsieur Trump*». Sur RFI, Florence Parly, la ministre des Armées se déclare «*lucide sur la façon dont les États-Unis traitent leurs alliés*» et a évoqué «*une très mauvaise nouvelle pour le respect de la parole donnée*».

Les deux ministres avaient donné de leur personne sur ce dossier. Il ne faut pas chercher bien loin pour

découvrir le double jeu qu'a mené l'Australie ces dernières semaines. *Challenge* évoque une réunion qui s'est tenue le 30 août entre les deux membres du gouvernement et leurs homologues australiens Marise Payne et Peter Dutton. Ces derniers les avaient assurés pourtant de leur volonté d'«*approfondir la coopération de leurs industries de défense*» et avaient confirmé «*l'importance du programme de sous-marins du futur*». Sans mentionner manifestement que le futur s'écrivait en anglais et non en français !

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)